



RENÉ COTY (1888-1962)

Second et dernier président de la IV^{ème} République, né au Havre le 20 mars 1882, mort dans la même ville le 22 novembre 1962, René Coty était un homme foncièrement droit, d'un jugement sûr, d'une grande culture.

Avocat, député de la gauche républicaine conservatrice, puis sénateur jusqu'en 1940, réélu à l'Assemblée nationale en 1945, ministre de la Reconstruction de novembre 1947 à septembre 1948, il est vice-président du Conseil de la République en décembre 1952 quand les parlementaires, réunis en Congrès à Versailles, doivent choisir parmi huit candidats le président de la République appelé à succéder à Vincent Auriol.

Mais, après onze tours de scrutin, un groupe de sénateurs suscite la candidature de Coty pour sortir de l'impasse. Il sera élu au treizième tour, le 23 décembre 1953, par 477 voix contre 329 à Naegelen.



Courtois et bien veillant, plus porté à concilier qu'à trancher, le nouveau président n'a ni les moyens ni le désir de jouer un rôle majeur dans la conduite des affaires de l'Etat. Mais la France entre dans une période troublée. Le climat social s'alourdit et les partis politiques ne renoncent pas à leurs jeux stériles malgré les difficultés extérieures croissantes.

L'opinion publique est mobilisée pour ou contre la C.E.D. (Communauté européenne de défense), qui finalement sera rejetée le 30 août 1954. Le gouvernement Laniel s'avère incapable de mettre fin à la guerre d'Indochine et il faudra le désastre de Dien Bien Phu et la venue au pouvoir de Mendès France pour conclure les accords de Genève, le 21 juillet 1954.

Puis ce seront la «Toussaint rouge», qui marque le début de la guerre d'Algérie, et, au cours du deuxième trimestre de 1955, les troubles au Maroc débouchant sur le retour d'exil du sultan Mohammed ben Youssef et l'indépendance.

La dissolution de l'Assemblée nationale le 1er décembre 1955, les nouvelles élections

législatives et l'avènement de Guy Mollet en janvier 1956 ouvrent une crise de régime que Coty n'a pas la possibilité de résoudre.

La malencontreuse expédition de Suez, en novembre 1956, et l'évolution de la situation en Algérie exacerbent les passions ; enfin, l'insurrection d'Alger, le 13 mai 1958, confirme la dégradation irrémédiable de l'autorité de l'Etat.

Le 29 mai, René Coty annonce qu'il fait appel au général de Gaulle pour former un gouvernement de salut national, dans le cadre de la légalité républicaine, et évoque la nécessité d'une «réforme profonde de nos institutions ».

Le 1er juin, de Gaulle est au pouvoir, un référendum approuve, le 28 septembre, une nouvelle Constitution, et, le 8 janvier 1959, René Coty cède la place au premier président de la Vème République.

<http://www.alex-bernardini.fr/histoire/Rene-Coty.php>